



*Conseils et études dans les domaines
de l'Eau et de l'Environnement*

*Chemin de Taffignon 69630 CHAPONOST
Tél : 04.72.66.89.00 - Fax : 04.78.51.03.87
Courriel : c2i@c2iconseil.fr*

MAIRIE D'EYDOCHE

**2 CHEMIN DE LA VIE CHAPOT
38690 EYDOCHE
TEL : 04 76 55 81 81
FAX : 04 76 55 59 49**

**Département de l'Isère
Commune d'Eydoche**

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Note au dossier d'enquête publique

Conformément à l'article R 123-8

du code de l'environnement (et L 123-12)

N° d'affaire	N° de pièce	Date	Indice
AS22	1	22 JUILLET 2013	1

Rédaction	Vérification	N° d'affaire	Date	Indice	Phases
L.D.	G.A.	AS22	22/07/2013	1	Création du document

SOMMAIRE

1 COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU RESPONSABLE.....	2
2 OBJET DE L'ENQUETE	2
3 CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES.....	3
4 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU.....	4
5 CADRE REGLEMENTAIRE	5

1 COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE OU DU RESPONSABLE

MAIRIE D'EYDOCHE

**2 CHEMIN DE LA VIE CHAPOT
38690 EYDOCHE
TEL : 04 76 55 81 81
FAX : 04 76 55 59 49**

2 OBJET DE L'ENQUETE

Le document d'enquête publique concerne le zonage d'assainissement des eaux de la commune d'Eydoche dans le département de l'Isère.

Le zonage permet de déterminer les modes d'assainissement applicables sur les secteurs déjà urbanisés et les secteurs ouverts à l'urbanisation. Il permet en particulier de déterminer la constructibilité des parcelles au regard des règles d'assainissement.

Les zones délimitées doivent être annexées aux documents d'urbanisme de la commune afin que les prescriptions issues du zonage soient opposables non seulement aux communes, mais aux tiers. Elles servent à la protection des habitants contre les risques liés à l'insalubrité et créent donc des servitudes administratives s'imposant aux constructeurs.

Il a pour objectif de proposer à la commune les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte, au traitement éventuel et au rejet dans le milieu naturel des eaux pluviales, en intégrant les aspects économiques et la protection de l'environnement.

Dans le cadre de la création d'un nouveau document d'urbanisme concernant l'ensemble du territoire communal : le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), la commune d'Eydoche élabore un nouveau zonage d'assainissement afin de remplacer celui existant et datant de 2003.

3 CARACTERISTIQUES LES PLUS IMPORTANTES

Les immeubles actuellement en assainissement collectif le restent. Pour les secteurs en assainissement collectif, le raccordement au réseau public d'assainissement lorsqu'il existe est obligatoire. Ce raccordement peut être subordonné à un traitement spécifique avant la mise à l'égout. En l'absence de réseau public d'égouts, l'assainissement autonome est admis en fonction de la nature des rejets et dans les limites qu'autorisent la situation géologique et la topographie du terrain concerné.

Une étude de raccordement au réseau d'assainissement collectif a été réalisée pour un secteur : Montcoutier, mais ce scénario n'a pas été retenu. Les autres habitations de la commune en assainissement autonome étant trop dispersées, éloignées du réseau, ne bénéficiant pas d'une topographie favorable, ne peuvent pas être raccordées à l'assainissement collectif.

Tous les secteurs actuellement classés en zone d'assainissement non collectif le resteront. Ceux qui sont classés en zone urbaine ou à urbaniser et qui sont également en zone d'assainissement non collectif devront voir leurs permis de construire déposés avec un assainissement autonome.

Pour les eaux pluviales, un zonage parcellaire, prenant en considération les zones urbanisées et à urbaniser de la commune, est proposé.

4 RAISONS POUR LESQUELLES LE PROJET A ETE RETENU

Dans le secteur de Moncoutier peu de systèmes d'assainissement autonome nécessitent d'être réhabilités (4 habitations sont concernées). Les investissements demandés pour la création d'un réseau séparatif de collecte des eaux usées sont trop importants pour la commune. Le secteur restera donc en assainissement non-collectif, les installations d'assainissement autonome défectueuses devront être réhabilitées.

Pour les eaux pluviales, aucun problème n'est constaté sur le territoire. La conservation de l'état initial est préconisée dans les zones urbanisées, tandis qu'une directive de rétention des eaux (à déterminer au cas par cas, exemple : bassin de rétention, cuve, stockage sur toiture, ...) à la parcelle ou pour toute nouvelle opération de construction développant l'imperméabilisation du sol est demandée dans les zones à urbaniser.

5 CADRE REGLEMENTAIRE

Le zonage mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire, découpé en zones auxquelles sont attribuées des modes d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales. Ce zonage est soumis à une enquête publique selon l'article R 123-11 du Code de l'Urbanisme, et sera annexé au Plan Local d'Urbanisme.

Il a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

L'idée que l'assainissement autonome était voué à disparaître n'est plus d'actualité. Le raisonnement unique autour du « réseau d'assainissement » et de la « station d'épuration », afin de converger vers un idéal où chaque habitation est raccordée au réseau qui assure la collecte et permet le traitement intégral des eaux usées, est révolu.

Suite à l'évolution des technologies qui a permis de le remettre d'actualité, l'assainissement autonome ou individuel est dorénavant considéré comme une technique fiable et à considérer. Le raccordement aux réseaux de collecte des eaux usées est parfois techniquement difficile. Il est souvent, en milieu rural, économiquement peu rationnel (habitat dispersé et/ou petits hameaux isolés, éloignement de la station d'épuration).

La conscience qu'une solution autonome peut s'avérer tout aussi efficace qu'une solution « raccordement au réseau » a redonné ses lettres de noblesse à l'assainissement individuel. Le cadre légal qui a marqué cette évolution est apporté par la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et ses textes d'application.

L'assainissement autonome est désormais non seulement autorisé, mais recommandé dans certains cas, et encadré. Les installations autonomes ne peuvent désormais fonctionner sans dommage pour l'environnement que si les dispositifs sont conçus et entretenus de manière adéquate. Cela impose de soumettre les installations individuelles à une surveillance qui incombe à la collectivité. L'assainissement autonome est obligatoire pour toutes les habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif.

La loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 donne ainsi des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif. L'article 35 de la loi sur l'Eau n°92-3 présente ainsi les obligations des communes en matière d'assainissement :

Art.35-I (extrait). « Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif ».

Art.35-III. « Les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;

Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »